

Une forte collision entre les ouvriers d'une part et les patrons, les dirigeants réformistes et le gouvernement travailliste d'autre part, est latente dans cette situation. Mais ce sera une grande bêtise de confondre le premier mois de la grossesse avec l'accouchement. Seules de grandes transformations économiques changeront la situation et créeront les conditions objectives nécessaires pour pousser les ouvriers à l'action. Avant que les ouvriers se mettent à lutter contre les dirigeants travaillistes et leur programme, l'histoire devra mettre à l'épreuve la politique des réformistes qui parlent de transformer le capitalisme en une société socialiste par des moyens pacifiques et parlementaires. Le marasme économique qui suivra le boom sera cette épreuve. On peut concevoir que la première étape de la lutte commencera lorsque le prêt américain actuel sera épuisé et que l'impérialisme américain refusera d'accorder une autre aide. Dans ce cas, les capitalistes, aidés par le gouvernement devront profondément porter atteinte au standard de vie des ouvriers.

Une telle mesure pourtant comporte trop de graves conséquences pour l'impérialisme américain qui doit essayer de soutenir la Grande-Bretagne en tant que poste avancé contre l'U.R.S.S.

Entre-temps nous vivons en plein calme politique. Le calme politique est reflété par le fait que l'opposition de la bureaucratie travailliste droitière ne trouve guère d'expression à l'intérieur du Labour Party, à l'heure actuelle. Le manque d'activité dans le Labour Party, la faillite virtuelle du Common Wealth et du I.L.P., le déclin des stalinistes, et en outre la stagnation numérique du R.C.P. sont des signes de la situation objective actuelle. Les ouvriers se font des illusions épouvantables sur l'efficacité du réformisme.

Dans la montée classique du capitalisme la production était néanmoins freinée par les crises périodiques et le marasme, mais malgré cela les illusions que les ouvriers avaient sur la société capitaliste étaient accompagnées de polarisations sociales et de grandes luttes. Le développement dialectique trouve son complément dans la période actuelle. Ainsi, tout comme l'agonie du capitalisme est accompagnée par des booms périodiques (alors que les ouvriers ne prennent pas le pouvoir), l'immense radicalisation des ouvriers fut accompagnée par des illusions largement répandues que le gouvernement travailliste peut transformer la société capitaliste, et est suivie du calme politique. Les illusions sont d'ordres différents mais ce sont tout de même des illusions.

Les nationalisations du gouvernement travailliste et autres réformes — ainsi que le plein emploi des ouvriers — ont renforcé ces illusions. La méfiance avec laquelle les ouvriers avancés considéraient les dirigeants travaillistes il y a 12 ou 18 mois, a disparu en grande partie. Mais si les ouvriers confient aux dirigeants travaillistes et au gouvernement la tâche d'accomplir les tâches fondamentales, cela ne les empêche pas d'adopter une attitude confiante et déterminée vis-à-vis des problèmes journaliers de leur vie. Ainsi par exemple ces derniers temps les luttes économiques furent toutes menées avec une cohésion considérable et avec beaucoup de fermeté. Le nombre des jours de travail perdus par des grèves durant la même période après la dernière guerre mondiale était 12 fois plus grand que durant la même période après cette guerre, mais la raison essentielle consiste dans le recul de la classe dirigeante vis-à-vis de la combativité des ouvriers.

L'action menée par les ouvriers dans la prochaine période contre les patrons et les dirigeants travaillistes et syndicaux sera presque entièrement dirigée sur le plan économique. L'industrie du bâtiment et les dockers étant les principales industries devenant probablement le centre des luttes dans la prochaine période.

Etant donné l'expansion des organisations syndicales et d'usines, et étant donné que ces organismes sont étroitement liés à la vie journalière des ouvriers, ils constitueront le canal par lequel se reflétera la combativité des ouvriers. Ce sera dans ce domaine que le travail du parti aura les meilleurs résultats en pénétrant dans la classe ouvrière, et en gagnant de l'influence sur ses meilleurs éléments.

Lorsque la situation économique se détériorera et que la crise commencera, si la réaction des Tories lance une action contre le L.P. par des moyens extra-parlementaires, il est alors certain que les masses rejoindront le Labour Party en masse. Les organisations locales du L.P. deviendraient le centre de la vie politique et un milieu réel pour développer une activité révolutionnaire. Seuls des sectaires resteraient en dehors du Labour Party dans ce cas. La tâche des révolutionnaires serait d'opérer dans ce milieu actif et vivant. Mais cette perspective est très improbable pour un certain temps à venir.

Nous pouvions prédire aisément que les travailleurs iraient en masse vers le Labour Party dans la première vague de radicalisation d'après guerre. Nous pensions que les organisations

locales du L.P. deviendraient des organismes vitaux de lutte. Ceci était conforme aux expériences que nous avons faites dans le passé lorsque les Tories étaient au pouvoir. Les ouvriers actifs allaient au L.P. et voulaient le mettre au pouvoir contre le gouvernement des Tories. Pendant cette période, après chaque grève ou lutte importante, de nouvelles forces se précipitaient dans les organisations locales du L.P., cherchant à pousser les travaillistes en avant contre les Tories. Ceci était particulièrement vrai pour la jeunesse, qui était en chômage ou avait un travail sans avenir. Mais maintenant la situation est quelque peu différente. Le fait même que le Labour Party est au pouvoir avec une telle majorité et que les organisations locales sont loin d'être aussi actives qu'elles l'étaient même avant la guerre, est l'un des facteurs qui nous fait hésiter à conclure que les ouvriers entreront en masses actives dans le L.P. lors de la prochaine vague de radicalisation.

C'est le gouvernement travailliste qui applique les dictats de la classe capitaliste. La jeunesse, dont la démobilisation est retardée et qui accomplit son service militaire n'est guère prête à s'adresser au parti gouvernemental pour résoudre ses problèmes. Lorsqu'ils commenceront à s'opposer aux mesures prises par le gouvernement, il est probable qu'ils s'adresseront à un parti plus progressif opposé au parti gouvernemental. Cela est également valable pour les ouvriers de l'industrie qui entrent en conflit avec le gouvernement dans toutes les luttes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'utilisation des troupes par le gouvernement pour briser la grève des dockers et celle des ouvriers du transport n'a pas créé un sentiment de sympathie, de confiance ou de solidarité envers le Labour Party, poussant les ouvriers vers celui-ci, mais au contraire les ouvriers ont pris une attitude critique et de répulsion. Le fait qu'ils continuèrent à voter travailliste était un héritage du passé et venait de l'absence d'une alternative.

Dans ces conditions il nous semble que l'opposition de masse contre le gouvernement ne viendra probablement pas de la part des organisations du L.P., mais bien plutôt des syndicats. Bien que les dirigeants syndicaux tentent de s'aligner sur les besoins du gouvernement, ils dépendent plus directement des ouvriers et sentent beaucoup plus la pression que ce n'est le cas dans le L.P. Ainsi c'est le T.U.C. comme nous l'avons correctement prédit dans nos thèses, qui reflète la pression exercée par le prolétariat et joue le rôle d'opposition officielle au gouvernement. Pendant la crise du charbon ce fut ces organismes de la classe ouvrière qui réagirent à la situation et se mirent en action pour défendre les ouvriers. La majorité accablante des L.P. ne se réunit même pas.

Nous avons une expérience précieuse dont on peut tirer les leçons et qui a lieu en Australie à l'heure actuelle. Là, le gouvernement travailliste fut au pouvoir pendant un certain temps. Le résultat : malgré leur attitude de briseurs de grève pendant la guerre, les stalinistes ont pris le contrôle des syndicats les plus importants et jouissent d'une influence considérable dans presque tous les autres syndicats. Les travailleurs australiens continuèrent à voter pour le Labour Party. Mais les éléments actifs dans les luttes ouvrières se sont tournés nettement vers le parti communiste. Il ne s'en suit pas que nécessairement le même processus se développera exactement de la même manière dans ce pays. Mais il est tout à fait clair que l'afflux des travailleurs vers le Labour Party lorsque celui-ci est en opposition à un gouvernement Tory, à un aspect quelque peu différent que lorsque le L.P. contrôle le gouvernement.

Les trotskystes ne doivent pas perdre la tête devant des résultats parlementaires, aussi importants que ceux-ci soient en tant que baromètre des sentiments et tendances de la classe ouvrière. C'est là où la classe ouvrière participe activement aux luttes économiques et politiques qu'il est nécessaire de déterminer le déploiement de nos forces. C'est cela que voulait dire le Vieux lorsqu'il parlait de garder le doigt sur le pouls du mouvement de la classe ouvrière.

Etre à l'intérieur du Labour Party comme fraction semi-légale ou illégale dans les conditions données, loin d'aider le parti à augmenter son influence parmi les ouvriers les plus avancés et de participer à leurs luttes journalières, nous handicaperait dans le combat contre les stalinistes et nous empêcherait de présenter notre programme à de larges couches de la classe ouvrière. Nous orienter vers les syndicats et les organisations d'usines donnera au parti la meilleure possibilité de pénétrer dans la classe ouvrière.

Dans votre lettre vous demandez une revue sobre de la situation. Vous nous disiez que le sort du Parti se joue. Nous sommes d'accord. Nous croyons que sur la base d'une revue sobre telle que nous l'avons donnée, vous arriverez à reconnaître que l'entrée dans le Labour Party dans les conditions actuelles ne serait pas loin d'être un désastre pour la section anglaise.

Bureau Politique, Mars 1947.
pour le Comité Central.

Il est temps de trouver une solution

par Pablo

Si nous avons pris la décision (et eu le courage) de répondre à nos camarades majoritaires anglais et plus particulièrement à leur volumineuse réponse à la lettre du S. I., ce n'est pas pour le plaisir d'éterniser une discussion, à coups d'arguments et de contre-arguments, qui s'avère sur plus d'un point confuse, scolastique, intellectualiste et stérile.

Nous ne croyons pas que nos organisations, là où elles existent encore à l'état de groupes, se livrant plutôt à une propagande générale qu'à un réel travail de masse, puissent progresser avec de telles discussions, ne fût-ce que sur le plan seulement idéologique.

Nous refusons très nettement et très résolument de nous engager dans les voies où les camarades anglais dans leur réponse au S. I. ont essayé de fourvoyer la discussion sur l'orientation de notre mouvement anglais dans la période actuelle.

Notre réponse aussi simple, aussi directe que possible, s'adresse avant tout aux militants de base de notre organisation anglaise, qui tiennent en leurs mains son sort et qui ne peuvent pas rester indéfiniment indifférents à son dépérissement.

Nous ne voulons pas insister dans cette réponse sur le ton inadmissible dans notre Internationale sur lequel est rédigé le document de la majorité répliquant à la lettre du S. I.

Le camarade Patrick O'Daniel a consacré une longue partie de son article « A note on discussion methods » sur cette question. Les camarades majoritaires veulent-ils vraiment revenir aux procédés employés avant la guerre par le W. I. L. en Angleterre, et contre lesquels L. Trotsky et les organismes dirigeants internationaux s'étaient, à plusieurs reprises, révoltés ? « Le style c'est l'homme », a écrit un sage français et le vocabulaire c'est plus que le style en cette matière.

Les camarades majoritaires emploient une méthode fort peu recommandable et fort peu honnête pour nous répondre.

Ils procèdent par combinaison d'affirmations gratuites, d'amalgames et de déformations de la lettre et de l'esprit des textes de l'Internationale pour arriver à lui attribuer une position tellement intenable que leur « triomphe » est après encore plus spectaculaire.

Mais en réalité ils n'enfoncent que des portes qu'ils ont pris la précaution d'ouvrir auparavant eux-mêmes.

Voyons de plus près cette manière d'agir. Première affirmation gratuite, premier amalgame : « dans les questions économiques et politiques le S. I. est complètement aligné à notre minorité », affirment les auteurs de la réponse, et puisque les données économiques fournies par la minorité se sont avérées « fausses », le S. I. construit sa politique sur une base « fausse ».

Et chaque fois que les arguments leur manquent pour combattre la soi-disant position du S. I., ils recourent à un texte quelconque de la minorité et empruntent ce qui leur fait défaut.

Camarades, le S. I. n'a jamais caché qu'il appuie la lutte de la minorité anglaise sur la question précise de l'orientation vers le Labour Party, et qu'il considère que cette tendance tâche de s'aligner de son mieux sur la politique de l'Internationale. Mais le S. I. ne peut pas être considéré comme responsable de la conduite quotidienne de n'importe quelle tendance dans l'Internationale. Le S. I. et le C. E. L. ne s'alignent pas sur les tendances, mais veillent à ce que la politique de l'Internationale telle qu'elle est tracée dans ses assemblées représentatives soit correctement appliquée.

Les documents et les actes de chaque tendance dans les partis n'engagent qu'elle-même et ceci doit rester une règle de la vie de l'Internationale.

Deuxième affirmation gratuite, deuxième amalgame (pour ne pas dire plus) : Le S. I. et l'Internationale n'ont jamais prévu la « reprise » et le « boom ». Et voici les preuves selon les auteurs de la réponse :

a) La conférence d'avril n'a pas prévu la « reprise2 », puis-

qu'elle a rejeté l'amendement anglais qui se basait sur la « perspective immédiate de la reprise » ;

b) La position de la minorité qui dans « les débats du parti britannique » a défendu la perspective du « marasme ».

En ce qui concerne la deuxième « preuve », détruisons l'amalgame que nous ne pouvons pas admettre et laissons les camarades de la minorité leur répondre étant les mieux qualifiés et les seuls responsables de leurs dires et écrits. Nous ne doutons pas du reste qu'ils s'en tireront très bien. Reprenons la première « preuve ». Les auteurs de la réponse poussent l'effronterie au point de soutenir en même temps que la conférence d'avril n'a pas prévu la « reprise » et de citer la résolution de la conférence qui dit expressément : « La reprise de l'activité économique des pays capitalistes atteints par la guerre, en particulier des pays de l'Europe continentale, sera caractérisée par des rythmes particulièrement lents qui la maintiendront pour longtemps à des niveaux voisins de la stagnation et du marasme. » (souligné par nous).

Les auteurs de la réponse soulignent la seconde partie de la phrase et font semblant d'oublier tout le reste, c'est-à-dire qu'il s'agit : 1° de la reprise de l'activité économique ; 2° des pays de l'Europe continentale ; 3° de son rythme.

Voyons maintenant les propriétés de cette perspective entre les mains de nos camarades majoritaires anglais. Leur amendement sur « l'appréciation économique », qui nous a été transmis cinq mois environ après la conférence d'avril, contient ce passage : « La position prise par la préconférence internationale et défendue par la minorité du parti anglais, selon laquelle les pays de l'Europe occidentale — France, Hollande, Belgique et autres — resteraient à un niveau approchant de la stagnation et du marasme, et ne peuvent pas atteindre le niveau de la production d'avant guerre est complètement fausse. » (souligné par nous).

Il n'existe naturellement nulle part dans les documents de l'Internationale une telle affirmation. Mais les camarades anglais ne désarment pas. Il en va de même avec la diatribe des auteurs de la réponse, en ce qui concerne la France et la soi-disant affirmation du S. I. que la production dans ce pays « aura besoin de 23 ans pour atteindre les niveaux d'avant guerre ». Tout ce faux bruit qui a fait aussi le tour du parti français, grâce aux bons soins des camarades français de la majorité actuelle, réside sur la déformation flagrante d'un passage d'un article du camarade Nisart (pseudonyme d'un économiste réputé) paru dans le numéro de février 1946 de la revue « Quatrième Internationale » qui parle de tout autre chose que de la possibilité de la production française d'atteindre les niveaux de 1938.

Voici le passage : « D'après des estimations officielles les seules destructions et prélèvements subis par l'économie française au cours des dernières années se chiffrent à 470 milliards de francs de 1938, sur la base de la production actuelle, qui ne peut pas être sensiblement augmentée tant que l'appareil de production lui-même, aujourd'hui tellement vétuste, n'aura pas été au moins en partie refondu, on estime à environ 20 milliards de francs les possibilités de rééquipement dont dispose l'économie française livrée à ses propres forces. Autrement dit ces 470 milliards représentent 23 ans et demi d'efforts de reconstruction : ceci pour ne rejoindre que le niveau de 1938, époque à laquelle le capitalisme français était déjà étonnamment en retard sur la technique des autres pays avancés ».

Voici avec quels moyens de probité révolutionnaire on entretient dans l'Internationale la confusion, et l'on attise les fanatismes de fraction !

Nous reviendrons plus loin sur la perspective de la conférence d'avril en ce qui concerne les pays de l'Europe continentale (soulignons-le encore une fois), mais bornons-nous pour l'instant au cas de l'Angleterre.

La conférence d'avril n'a pas mis la reprise dans ce pays